

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE

NEWS D'ILL

La culture en pleine mue

Dynamique autant qu'inquiet, le secteur s'adapte au nouveau contexte, financier et institutionnel, de la grande région

NEWS D'ILL

Centre universitaire
d'enseignement
du journalisme (CUEJ),
Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal-Juin
CS 10068 67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
cuej.unistra.fr
www.cuej.info

**DIRECTRICE DE
LA PUBLICATION**
Nicole Gauthier

ENCADREMENT
Laurence Defranoux, Nicole
Gauthier, Daniel Muller, Stéphanie
Peurière

RÉDACTEUR EN CHEF
Antoine Terrel

ICONOGAPHE
Benjamin Hourticq

CHEFFE D'ÉDITION
Nina Moreno

RÉALISATION
Audrey Altimare, Romain Boulho,
Hélène Capdeviole, Clément
Grégoire, Benjamin Hourticq,
Antoine Magallon, Théau Monnet,
Nina Moreno,
Estelle Pattée, Volodia
Petropavlovsky, Anna Riva,
Alexandre Rousset,
Aurélié Sipos, Antoine Terrel,
Elodie Troadec

PHOTO DE UNE
Alexandre Rousset

INFOGRAPHIE
Antoine Terrel,
Aurélié Sipos,
Antoine Magallon,
Volodia Petropavlovsky

Photo de une :
Œuvre de
Thierry Verbeeck,
résident au Shadok
de Strasbourg pour
l'exposition :
« From Bits to Paper »
Alexandre Rousset / Cuej

La culture chiffrée dans la nouvelle grande région

69,56M €

investis par les départements en
dépenses de fonctionnement
(2015)

50,9M €

investis par les régions en dépenses
de fonctionnement (2015)

183

lieux
scéniques

129

cinémas

153

musées

10

sites inscrits
au patrimoine
mondial de
l'Unesco

Le dynamisme à l'épreuve de la fusion

Musique, spectacle vivant, patrimoine, numérique, la culture foisonne et demeure un outil majeur de rayonnement pour la France et ses collectivités. Institutions, associations, entreprises privées, tous ses acteurs se mobilisent pour répondre aux défis posés par l'évolution permanente du secteur.

Paradoxalement, ce dynamisme ne va pas sans une inquiétude, une forme d'insatisfaction permanente. Les bouleversements sociaux et économiques constants obligent à s'adapter, et les réussites ne sont jamais acquises. Après le succès des débuts, la fréquentation du centre Pompidou Metz s'étiolle. Pour cause de crise financière, l'Etat réduit ses dotations aux collectivités, qui compensent en taillant dans leurs budgets culture.

Qu'importe, des associations font le choix de se monter sans subventions publiques, et revendiquent une indépendance totale. Sur la scène électronique, les jeunes se convertissent en

entrepreneurs, et se lancent malgré les difficultés.

Le mécénat, mode de financement alternatif, sous-exploité en France, pourrait également s'inspirer de l'impulsion à l'œuvre dans l'Est depuis quelques années. Reims s'est faite pionnière, et le musée Würth importe près de Strasbourg le modèle allemand, bien plus développé que dans nos contrées.

Ce dynamisme est un atout pour repenser les politiques culturelles du nouvel ensemble territorial, grand comme deux fois la Belgique, que constitue la nouvelle grande région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Cette fusion, les opéras et le secteur de l'architecture l'ont en tout cas anticipée pour saisir la question à bras-le-corps, et mutualisent idées et moyens. A eux et aux autres acteurs de décider si cette grande région sera une simple addition des structures et des pratiques, ou l'avènement d'une identité culturelle commune.

Antoine Terrel

Une affaire d'Etat devenue l'affaire de tous	4
La fusion des régions, un défi pour tous les acteurs.....	6
La déception Pompidou.....	8
L'indépendance à tout prix.....	11
Reims se refait une beauté grâce au privé	12
Musée Würth et Unterlinden.....	14
Techno, boulot, dodo.....	16
L'alsatique tourne la page.....	19
La carte culture vieillit	20
La ruée vers l'art 2.0.....	22
Le monologue du Maillon.....	24

Une affaire d'Etat devenue

Depuis Malraux, la culture n'est plus réservée à l'élite, mais dépe

En mai 2015, le Premier ministre Manuel Valls faisait son *mea culpa*: « Cela a été une erreur au cours des deux premières années du quinquennat de François Hollande de baisser le budget de la Culture. » En 2013 et 2014, le budget avait connu une baisse de 4, puis 2%. Difficile en effet d'imaginer la France sans sa richesse culturelle, fruit d'un choix politique. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, Paris pilotait seul toute la culture, délaissant souvent les arts dits populaires. En 1959, l'arrivée d'André Malraux aux Affaires culturelles bouscule ce milieu figé. Pendant dix ans, le ministre va s'efforcer d'amener la culture dans les foyers, de la rendre accessible à tous et d'y consacrer un vrai budget. Pendant son mandat, les centres dramatiques, comme

la Comédie de l'Est à Colmar ou le Théâtre jeune public (TJP) de Strasbourg, et les maisons de la Culture s'installent dans les régions, les tragédies grecques s'invitent à la télévision. Dans les années 1980, la décentralisation est lancée pour de bon, et les collectivités territoriales (régions, départements et communes) endossent peu à peu le rôle de banquiers de la culture.

Mais d'où vient l'argent ?

En 1969, l'une des quatre premières directions régionales des affaires culturelles (Drac) est créée en Alsace. Les autres suivront huit ans plus tard. En 2010, les Drac fusionnent avec les services départementaux de l'architecture et du patrimoine. Sous l'autorité des

En valeur absolue, ce sont les communes qui dépensent le plus, tandis que la participation des régions est minime.

préfets de région, elles appliquent, au niveau régional, les priorités définies par le ministère de la Culture, soutiennent la création, sensibilisent à la protection des monuments historiques, conseillent les collectivités locales. Après un demi-siècle de décentralisation, le ministère de la Culture reste sur le papier le principal

acteur de la politique culturelle, avec 9,4 milliards d'euros engagés en 2016 : une hausse considérable (2 milliards de plus qu'en 2013, soit + 28%). En comparaison, en 2010, les collectivités territoriales dépensaient 7,6 milliards pour la culture. Régions, départements, et communes sont tous acteurs de la politique culturelle, mais pas à parts égales. Dans la nouvelle grande région, les « capitales » consacrent entre 11 et 19% de leur budget global à la culture, contre 1,6 à 2,3% pour les régions et 0,4 à 1,3% pour les départements. En valeur absolue, ce sont les communes qui déboursent le plus, tandis que la participation des régions est minime.

Des millions d'euros pour le théâtre et l'opéra du Rhin

A l'échelle d'une ville, le budget alloué à la culture sert principalement à verser les subventions aux associations, couvrir les dépenses de personnel et assurer le fonctionnement de diverses institutions culturelles : la ville de Strasbourg consacre par exemple 7 millions d'euros au théâtre et à l'Opéra du Rhin, et près de 2 millions à l'Orchestre philharmonique. Sur les 30 millions d'euros de dépenses directes votés pour 2016, le budget prévu pour les subventions aux associations culturelles s'élève à 9,8 millions d'euros.

Le département, de son côté, est



Sur cette œuvre exposée au Shadok dans le cadre de l'exposition *From bits to paper, des tweets du monde entier sont sélectionnés et imprimés au fur et à mesure.*

L'affaire de tous

nd toujours des subventions nationales et locales.

chargé de protéger et valoriser le patrimoine. Dans le Bas-Rhin, le conseil départemental s'occupe de l'entretien du château du Haut-Kœnigsbourg, premier bien d'État « décentralisé » en 2006 qui accueille plus d'un demi-million de visiteurs par an. Le département doit aussi gérer les archives, bibliothèques et musées départementaux, et soutenir la vie culturelle en milieu scolaire.

Une grande liberté laissée aux collectivités

Les collectivités ont toujours eu une grande liberté dans le choix des activités culturelles qu'elles subventionnent. Elles peuvent aussi cofinancer des projets culturels comme bon leur semble : une pratique consacrée par la loi Notre, troisième volet de la réforme territoriale promulgué le 7 août 2015. Au niveau de la nouvelle grande région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne,

cette liberté s'illustre dans les financements accordés au cours du dernier mandat des conseils régionaux. Seule région à se doter d'un budget pour le bilinguisme, l'Alsace a choisi d'investir dans la culture patrimoniale (Office pour la langue et la culture d'Alsace, théâtre amateur dialectal...) et le spectacle vivant. Le budget culturel de la Lorraine a contribué au financement du centre Pompidou Metz, qui a connu un grand succès lors de son ouverture en 2010, à l'artisanat local et à la reconversion d'anciens sites miniers en musées des techniques, comme l'Ecomusée des mines de fer de Lorraine à Neufchef. Quant à la Champagne-Ardenne, elle a choisi de valoriser la production de son produit star, le champagne, ainsi que les arts du cirque, du graphisme et les musiques actuelles par la création de festivals, comme Elektricity à Reims. Le financement de la culture dé-

pend toujours principalement du domaine public. Néanmoins, ses acteurs se plaignent de plus en plus des baisses de crédit des collectivités territoriales.

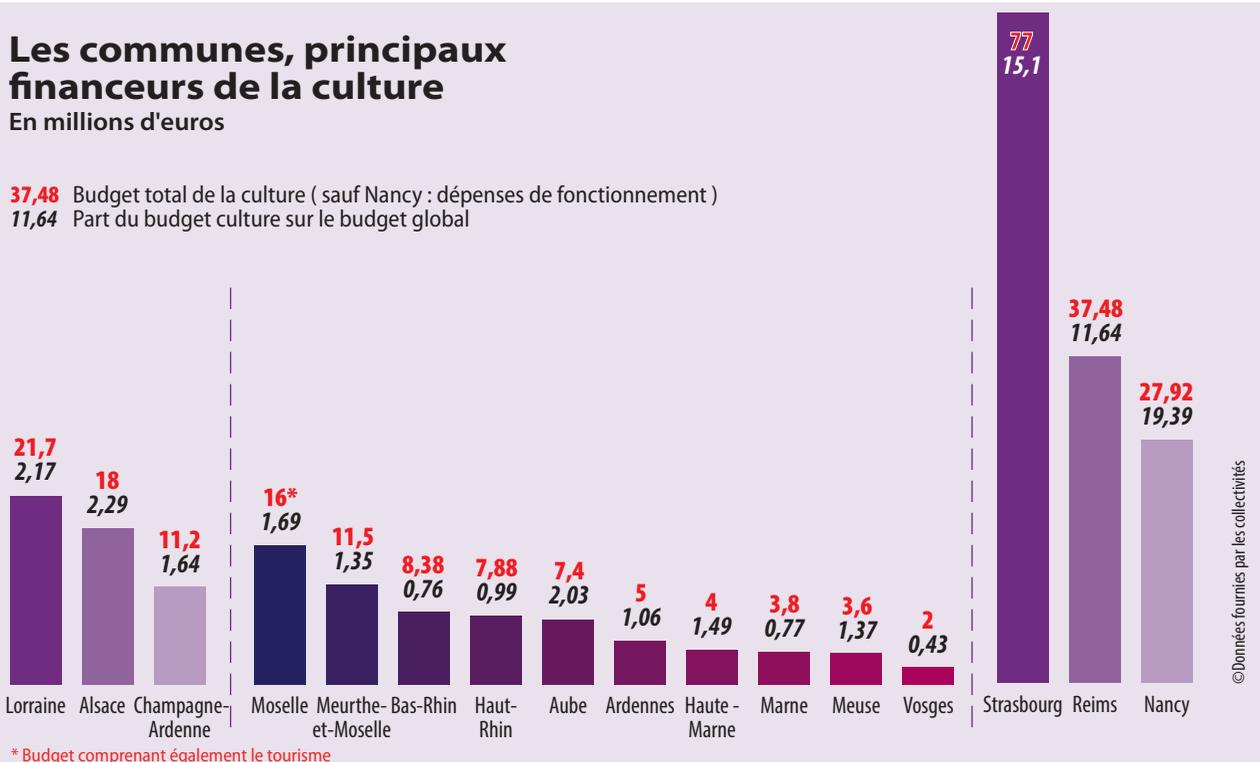
En effet, la baisse progressive des dotations de fonctionnement de l'Etat vers les collectivités (-3,7 milliards en 2015) incitent ces dernières à tailler dans leurs budgets culturels. Et ce n'est pas le financement privé qui va changer la donne. La loi Aillagon de 2003, sur la défiscalisation du mécénat, n'a pas déclenché une vague de philanthropie envers la culture. Une baisse du financement de la culture par les entreprises est même à déplorer sur ces dernières années. D'après un rapport d'Admical et du CSA, son montant global, de 975 millions d'euros en 2008, était passé à 364 millions en 2014.

**Nina Moreno
et Antoine Terrel**

Les communes, principaux financeurs de la culture

En millions d'euros

37,48 Budget total de la culture (sauf Nancy : dépenses de fonctionnement)
11,64 Part du budget culture sur le budget global



* Budget comprenant également le tourisme

© Données fournies par les collectivités

La fusion des régions, un défi po

Montrer que l'on existe, ne pas perdre sa spécificité, mettre les moyens en commun... Des collectifs collaboratifs commencent à s'organiser.



Opéra National de Reims

Depuis un peu plus d'un an, les quatre directeurs des opéras de la nouvelle grande région se rencontrent régulièrement. Après Strasbourg et Nancy, c'est sur la scène de l'opéra de Reims qu'ils se sont réunis le 10 février dernier. Au programme : pas de spectacle mais une nouvelle réunion de travail. Avec un objectif, faire de la fusion des régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne un atout.

Si les directeurs de l'opéra-théâtre de Metz et de l'opéra national de Lorraine avaient déjà l'habitude de travailler ensemble par le passé, notamment dans le cadre de coproductions, l'objectif est ici nouveau. « La grande région appelle à une collaboration différente. On est désormais dans

Depuis un an les directeurs des 4 opéras de la nouvelle région se sont réunis 5 fois pour parler de leur future collaboration

une région deux fois plus grande que la Belgique. Il faut stimuler un travail en commun pour asseoir notre rôle et montrer que l'on existe », expose Paul-Emile Fourny, directeur artistique de l'opéra de Metz.

Pas question pour autant de perdre les spécificités de chacune des structures, qui ont des statuts, des modes de fonctionnement et des philosophies différentes. « On veut faire des propositions sur ce qu'est un opéra au XXI^e siècle dans une grande région », résume Paul-Emile Fourny.

Partage des compétences

Et les pistes sont nombreuses, notamment une mutualisation des moyens artistiques et techniques. L'opéra du Rhin, qui dispose d'un atelier de fabrication de perruques, pourrait,

par exemple, travailler pour toutes les structures du Grand Est. La création d'un entrepôt commun de stockage des décors en banlieue de Metz est également envisagée.

Sur le plan administratif, les opéras planchent sur une harmonisation des salaires, des conventions collectives et des pratiques fiscales. La formation professionnelle est aussi un axe de réflexion pour les quatre directeurs.

L'opéra de Nancy gère par exemple un centre de formation d'apprentis (CFA) qui forme aux métiers des arts de la scène et de l'orchestre. Les quatre maisons pourraient ouvrir leurs portes à ces jeunes. Les opéras ne sont pas les seuls à envisager un rapprochement. Le 15 juillet 2015, les représentants de l'architecture et des métiers du bâtiment ont lancé l'initiative « Région architecture », « une première en France », selon Alexandre Da Silva, architecte membre du collectif. Dans leur Livre blanc, ils listent 41 propositions pour la grande région, dont la valorisation d'un patrimoine commun au Grand Est.

Un budget voté en mai

Les représentants du spectacle vivant, des arts plastiques et de la filière du livre se montrent plus inquiets quant à leur avenir. Même si les régions ne sont pas les plus gros financeurs dans le domaine de la culture, ces artistes craignent, dans une période de coupe budgétaire, de devoir subir de nouvelles diminutions des aides régionales.

Pour faire entendre leurs revendications, ils ont formé il y a un an le « collectif du 20

ur tous les acteurs

janvier », date de leur première réunion après l'annonce du rapprochement entre les trois régions. « *On a eu peur que nos intérêts passent à la trappe, se souvient Clotilde Ast, chargée de productions pour plusieurs compagnies de théâtre en Lorraine, la culture est toujours la dernière roue de la charrette* ». L'absence d'une vice-présidence à la culture, remplacée par une simple commission, est pour elle un mauvais signe. « *On est la seule région à ne pas en*

avoir, ça donne l'impression que la culture n'est pas importante », déplore Clotilde Ast.

En ce qui concerne la construction de la nouvelle politique culturelle, la fusion des régions laisse beaucoup de questions en suspens, d'autant plus que la loi leur donne jusqu'au 1^{er} janvier 2018 pour harmoniser les dispositifs. Pour l'heure, la tenue d'une « conférence régionale consultative », qui serait un organe de propositions entre les différents acteurs culturels

et les collectivités, ou la création d'une agence culturelle à l'échelle de la grande région sont envisagées.

Question budget, Philippe Richert s'engage à ne pas diminuer les crédits mais n'envisage pas d'augmentation. La nouvelle grande région, qui votera exceptionnellement son budget au mois de mai, devrait s'orienter vers le simple cumul des financements culturels existants des trois régions.

Estelle Pattée

Philippe Teillet, maître de conférences à Sciences Po Grenoble, analyse l'impact de la loi notre sur les politiques culturelles

« Tout repose sur la volonté politique »

Promulguée le 7 août 2015, la loi Notre (Nouvelle organisation territoriale de la République) vise à clarifier les compétences de chaque collectivité. La culture fait toujours l'objet d'une compétence partagée entre les communes, les départements et les régions. Par ailleurs, l'article 103 de la loi reconnaît les « droits culturels », énoncés par la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005.

La loi Notre établit une compétence partagée en matière de culture entre les communes, les départements et les régions. Ce n'était pas déjà le cas avant ?

La culture est toujours restée un domaine dérogatoire, à l'instar du tourisme et du sport. Elle n'est pas concernée par la suppression de la clause générale de compétence prévue une première fois au 1^{er} janvier 2015 par la loi du 16 décembre 2010, puis à nouveau dans la loi Notre promulguée le 7 août 2015. Les régions, départements et communes peuvent continuer à cofinancer les projets culturels. Il n'y a pas de changement sur le plan du droit. Ce qui compte, c'est la capacité à avoir des financements suffisants. Et là, ce n'est pas la même musique, les collectivités ont de plus en plus de difficultés à agir.

La loi notre instaure aussi la reconnaissance des « droits culturels »... ?

Cette notion vise à reconnaître le droit à chaque individu de construire sa propre identité culturelle

et d'en changer. C'est un point fondamental un peu passé sous silence. Depuis qu'il y a un ministère de la Culture stabilisé, en 1959, les politiques culturelles reposent sur la volonté politique. Les politiques font des discours, mobilisent des moyens financiers et du personnel pour agir. Mais ce n'est pas quelque chose qui est fondé en droit en France. En parallèle, il y a toute une série de textes adoptés dans le cadre de l'ONU qui ont proclamé la notion de « droits culturels », comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966. En 2007, la déclaration de Fribourg rassemble l'ensemble de ces textes mais n'a pas non plus de valeur normative. Avec l'adoption de la loi Notre, qui reconnaît les « droits culturels », la France finit par se mettre en phase avec ce qu'elle signe au niveau international.

La fusion des régions est-elle un atout pour les politiques culturelles ?

Les régions ne sont pas les financeurs les plus importants. Il ne s'agit donc pas d'un enjeu majeur. De plus, elles sont concentrées sur leur propre réorganisation car elles n'ont souvent pas les mêmes dispositifs. On va vivre quelques mois, voire des années, de réorganisations qui ne vont pas être au bénéfice des acteurs culturels qui attendaient une intervention rapide. D'autant plus lorsque la région connaît une alternance politique.

Propos recueillis par Estelle Pattée



La déception Pompidou

Le musée devait être le symbole du renouveau de Metz. Six ans après, il souffre d'une programmation jugée décevante.

Metz, parvis des droits de l'Homme, un samedi en fin de matinée. La place, construite sur d'anciennes friches SNCF du quartier du Sablon, est déserte. Aucune lumière ne filtre des 8000 m² du centre Pompidou. Des navettes font des arrêts réguliers au pied du musée. Elles sont

toutes vides. Sur le papier, avec trois niveaux de galeries exclusivement dédiées à l'art contemporain, une programmation qui se base sur de grands noms comme Andy Warhol, le musée, inauguré en mai 2010, en jette. Une fois sur place, c'est la déception. L'immense toiture blanche, des architectes Shigeru Ban et Jean

de Gastines, donne l'impression que le bâtiment n'est pas fini. Les énormes cubes de tôle blanche qui s'en dégagent font penser à des préfabriqués. Et les trois expositions programmées n'attirent pas les foules.

Premier aboutissement de la politique de décentralisation d'un établissement culturel public



Audrey Altimare / Cuej

Le centre Pompidou Metz avait attiré 800 000 visiteurs l'année de son ouverture.

national, engagée par l'Etat en 2002, l'ouverture du musée devait relancer l'économie en berne de la première ville de Lorraine.

Palissades et parpaings

Malgré la dénomination qui pourrait faire croire à une antenne mosellane du centre Georges Pompidou parisien, il est autonome et propose au public ses propres collections. Après une première année d'exploitation record qui a enregistré 800 000 visites, le nombre de curieux s'est étioilé au fil des années, plongeant à 350 000 visites en 2014. Lancé il y a six ans, le quartier de

l'Amphithéâtre s'étend autour du centre Pompidou. Moins d'une dizaine de bâtiments sont sortis de terre et sont principalement occupés par des entreprises. Des palissades de bois et des parpaings bloquent l'accès aux quelques locaux commerciaux du rez-de-chaussée. Derrière une vitrine, l'accumulation de poussière laisse deviner que les locaux sont vacants depuis un bout de temps. Une pancarte d'agence immobilière le confirme, « libre depuis le troisième trimestre 2012 ». A gauche du musée, sur une cinquantaine de mètres, derrière les barrières

de chantier, le premier étage du centre commercial Muse est déjà construit. Des panneaux vantent sa livraison prévue pour octobre 2017.

Pas « d'effet Bilbao »

De l'autre côté de la rue, le verre de l'architecture contemporaine laisse place aux HLM et aux petites maisons de ville. « Même si deux noms les distinguent, ces deux espaces sont partie intégrante d'un même quartier, celui du Sablon », explique Selima Saadi, adjointe socialiste du quartier du Sablon. Selon elle, l'arrivée du premier îlot d'habitations des Muses, en 2011, a permis à de nouvelles familles de s'installer. Il est désormais nécessaire de trouver des « passerelles » qui permettront aux habitants historiques du quartier et aux nouveaux arrivants d'interagir le mieux possible.

Le centre socioculturel Pioche y travaille. La structure doit, dans les mois qui viennent, signer une convention avec le centre Pompidou, qui permettra d'accueillir plus facilement des groupes de jeunes et organiser des ateliers autour de l'art contemporain. « Beaucoup de choses sont déjà faites avec le centre Pompidou. Quelques artistes itinérants ont la possibilité d'exposer », raconte Frédéric Lorenzi, directeur du centre socioculturel.

Malgré cette bonne volonté affichée, le musée n'est pourtant pas ouvert à toutes les propositions et n'accepte que les installations en lien avec ses propres expositions. Une exigence mal comprise par les habitants du Sablon, assure Selima Saadi. Par exemple, pour communiquer autour du quartier, le centre Pioche et la compagnie de théâtre les Tréteaux de France ont proposé de créer, au sein du musée, une représentation basée sur l'histoire migratoire de quatre habitants du Sablon. Une demande à laquelle, disent-ils, la direction de l'établissement n'a pas donné suite.

« Le centre Pompidou est le totem de l'engagement culturel messin, il a permis l'ouver- >>>

ture de nouvelles galeries d'art en centre-ville, rappelle Hacène Lekadir, élu en charge de la culture de la ville de Metz. *Mais toutes nos structures culturelles existaient avant son arrivée.* »

Au centre-ville, les avis sont unanimes. « L'effet Bilbao » attendu ne s'est pas produit. Marc, vendeur dans une épicerie du marché couvert, se souvient d'une réunion durant laquelle avait été vantée la renaissance de l'ancienne ville industrielle espagnole après l'ouverture d'une antenne de la fondation Guggenheim de New York. Un succès principalement dû à l'imposante architecture du bâtiment tout en courbes et en titane réalisé par Frank Gehry. « *On y a cru, on nous parlait de 800 000 à un million de visites par an et des retombées financières qui allaient avec. Mais mise à part la première année, il n'y a eu aucun changement, les visiteurs sont déçus par le musée et ne viennent pas* », regrette-t-il.

« Avec leur politique de gratuité, je me demande comment ils arrivent à faire de l'argent »

Jérôme, serveur au café de la Presse, situé dans une petite rue autour de la cathédrale Saint-Etienne, ressent cette désaffection. « *La première année, on entendait parler toutes les langues. Mais il y a un problème de programmation, plus personne n'y va, ils nous envoient toutes les merdes dont Paris ne veut pas. Et puis avec leur politique de gratuité, je me demande comment ils arrivent à faire de l'argent* », lance-t-il.

Des expositions « frustrantes »

Une déception qui se retrouve chez les quelques visiteurs croisés au centre Pompidou. Laura, étudiante en arts à Nancy, est venue spécialement pour l'installation de l'artiste japonais Tadashi Tawamata, visible jusqu'en août 2016. Elle a profité de la gratuité offerte aux étudiants pour visiter les deux autres expositions. « *Je viens souvent, mais les expos sont de plus en plus frustrantes, ça me fait plus penser à des documentai-*

res qu'à de vraies expos. Elles sont mal construites et je n'apprends rien sur les démarches artistiques. » Pour Sterenn, surveillante de salle d'exposition au musée, en plus de la déception due au manque de qualité des installations, la baisse de fréquentation s'explique aussi par « *une programmation trop longue. Certaines expositions peuvent durer deux ans et demi, ça ne facilite pas la venue des visiteurs lorrains.* » Ces derniers représentent 80% des visites. « *Ils viennent pour les ouvertures et les fermetures et ne remettent plus les pieds au musée jusqu'à la prochaine exposition* », se plaint-elle.

En fin d'après-midi, le parvis des droits de l'Homme ne s'est toujours pas rempli. Seul un groupe de jeunes à vélo profite des bancs et autres installations en béton pour perfectionner ses figures. « *Nous venons ici depuis l'ouverture du musée. On fait du VTT trial et on utilise le mobilier urbain, explique Olivier, trentenaire. Ici, nous sommes sûrs de ne déranger personne.* »

Audrey Altimare

80 %

des visiteurs du centre Pompidou viennent de Lorraine.

Le centre Pompidou a été construit sur l'ancienne friche SNCF du quartier du Sablon.



Audrey Altimare / Cnej

L'indépendance à tout prix

Certaines associations refusent de dépendre des aides publiques, misant sur la solidarité et la débrouillardise.



Elodie Troadec/Cuej

De l'extérieur, le hangar de 1600 m² semble presque abandonné. Seules les lumières qui filtrent par les hublots de la grande porte à double battant trahissent la présence d'habitants. À l'intérieur, le bâtiment résonne des bruits de la vie quotidienne des 33 artistes qui y ont établi leurs quartiers depuis 2008. Les résidents s'interpellent, discutent autour d'un café dans la cuisine commune, ou travaillent dans l'un des 18 ateliers. L'endroit est un joyeux bazar, où s'empilent des objets de toute sorte, des vélos aux tables en passant par une machine à laver. Bienvenue à la Semencerie, à Strasbourg, un lieu de création et d'émulation culturelle qui fonctionne sans aucune subvention.

30 euros de loyer par mois

Pour subsister, la Semencerie marche à la débrouille. « On se rend souvent service, le fonction-

Le sculpteur Joseph Kieffer loue un atelier à la Semencerie, un lieu autogéré où « les artistes sont très libres ».

nement repose sur l'échange, expose Catherine Remmy, artiste céramiste. C'est pour cela qu'on n'a pas besoin d'argent et, surtout, qu'on n'en demande pas. On travaille avec des matériaux de récupération et on s'échange les outils si besoin. »

Zoé Bouchicot, 25 ans, est scénographe et costumière. Elle dispose d'un atelier à la Semencerie depuis deux ans et demi pour lequel elle paie 30 euros de loyer par mois. « L'atmosphère de travail est vraiment chouette, ça marche à la bonne entente. Le lieu vit grâce à l'énergie que les membres mettent dedans. » Pour elle, l'indépendance totale de l'association vis-à-vis de la Ville de Strasbourg est primordiale. « Nous ne voulons pas rendre de comptes », explique-t-elle.

Déménagement forcé

Quand l'association a investi les murs du 42 rue du Ban de la Roche, il y a huit ans, elle s'est attelée à de nombreux travaux : les membres ont installé des sanitaires, monté le bar, amélioré l'isolation. « C'est avantageux pour un propriétaire d'héberger des artistes, car ils respectent le lieu, l'entretiennent et l'améliorent. C'est mieux que de le laisser pourrir sur place », estime Joseph Kieffer, l'un des fondateurs.

Pourtant, la Semencerie est actuellement dans une situation délicate. Le propriétaire du bâtiment souhaite vendre le terrain, soumis à trop de charges. Les artistes pourraient être forcés de quitter les lieux à la fin du mois de juin. « On sait qu'on est dans un endroit privilégié, ça va être impossible de retrouver un tel lieu », déplore Catherine Remmy. Pour continuer l'aventure, les membres de la Semencerie devront faire des concessions, comme

accepter de vivre dans un bâtiment mis à disposition par la Ville, un projet actuellement en discussion. « Mais on veut garder notre indépendance, insiste Catherine Remmy. S'ils nous trouvent une situation de relogement, ça serait plus par devoir moral, car on est utile pour eux, on ne leur coûte rien et on promeut la culture. »

Cotisations et prix libres

Cette indépendance, Djeb, le fondateur et président de Touch-arts, y tient plus que tout. Son association a pour but de promouvoir les artistes et d'organiser des concerts, des expositions ou encore le marché des créateurs.

Créée en avril 2010, Touch-arts est entièrement autogérée et fonctionne grâce à ses partenaires commerciaux, qui lui versent une participation de 250 euros par an, aux cotisations des membres de l'association et aux entrées lors des événements, dont le prix est toujours libre. « C'est une association, on n'est pas là pour faire de l'argent », rappelle Djeb. Pour fonctionner, l'association, basée à Sélestat, s'appuie aussi sur les diverses compétences de ses membres. « J'ai la chance de pouvoir tout faire moi-même. Une association lambda va payer un graphiste pour les flyers, ils auront des dépenses de communication. Nous, on le fait en interne », développe Djeb. D'autres associations strasbourgeoises, comme le Molodoï, Papier Gâchette ou la Maison Mimir, reposent sur le même modèle. Pour le président de Touch-arts, aucun doute : les associations autogérées vont se multiplier dans les années à venir.

**Aurélié Sips
et Elodie Troadec**

Reims se refait une beauté g

Pour entretenir son patrimoine, la capitale champenoise mise sur les financements publics et le mécénat d'entreprise. Quatre projets phares en



La Porte Mars

Monument vieux de mille huit cents ans et large de 33 mètres, cet arc de triomphe romain souffre de nombreuses fissures. La souscription publique lancée pour sa restauration a permis de récolter 243 500 euros.



Bibliothèque Carnegie

Symbole du style Art déco, nombreux livres anciens. Un projet d'obtenir des dons en nature pour restaurer le célèbre « Cahier Bleu » de la cathédrale de Reims.



La fontaine Subé

Cette fontaine de 17 mètres, qui a souffert des guerres et de la pollution, va être entièrement restaurée grâce au mécénat d'entreprise et à une souscription publique, qui a déjà permis de récolter 574 987 euros.



grâce au privé

ur des souscriptions
image.



Laura Exposito Del Rio,
responsable Mission mécénat

« C'est une nouvelle façon de penser »

Il y a six ans, Reims se dotait d'une politique volontariste de souscriptions publiques et de mécénat d'entreprise. A la tête de ce chantier ambitieux, Laura Exposito Del Rio.



La ville de Reims a récolté un montant record de 1,7 million d'euros pour le mécénat. Qu'est-ce qui explique ce succès ?

Reims a été la première ville française à se doter d'une mission mécénat, il y a six ans.

Depuis, c'est un grand travail de pédagogie auprès des entreprises. Il y a beaucoup d'idées préconçues qu'il faut combattre, notamment sur l'aspect financier. Certains entrepreneurs pensent que c'est un deuxième impôt. J'explique donc qu'il y a des déductions fiscales ou des aides en nature, donc même les petites entreprises peuvent être mécènes !

La ville s'est illustrée par un projet novateur...

Oui, la fontaine Subé, située en plein cœur de Reims et vieille de plus d'un siècle, s'apprête à être rénovée entièrement grâce à du mécénat et c'est une première en France. C'est notamment grâce au mécénat « de compétences ».

Aussi appelé « mécénat de main-d'œuvre », il permet à une entreprise de mettre à disposition un ou plusieurs salariés sur le temps de travail, ou lors de périodes creuses, au profit d'un projet. C'est un système méconnu, qui remporte pourtant beaucoup de succès. Je reçois en moyenne huit refus sur dix propositions pour du mécénat financier, et seulement deux refus sur dix pour du mécénat de compétences.

Le mécénat est-il la réponse à la baisse des dotations de l'Etat pour la culture ?

Ce n'est pas le mécénat qui viendra pallier le manque. Mais c'est un levier complémentaire de la culture. C'est aussi une nouvelle façon de penser les publics. Un ouvrier du bâtiment qui va travailler sur la rénovation de la fontaine Subé va se sentir impliqué dans le patrimoine, tout comme le particulier ou l'entreprise qui financent un projet : ils deviennent des acteurs de la vie culturelle.

Carte et interview Aurélie Sipsos



Le mécénat à l'allemande passe la frontière

Le groupe industriel Würth a fait le pari d'implanter un musée 100% privé sur son site d'Erstein, à 20 kilomètres du centre de Strasbourg.

En plein milieu de la zone industrielle d'Erstein, à une vingtaine de kilomètres de Strasbourg, s'élève le musée Würth. Malgré sa position improbable, le musée de l'entreprise allemande, placé à côté du siège social du groupe, attire depuis 2008 à peu près 45 000 visiteurs par an. Il se base sur un modèle de financement 100% privé, une pratique répandue en Allemagne qui peine à s'affirmer en France. Le choix d'Erstein, loin du centre-ville, promeut la délocalisation de l'art dans des zones périphériques. Dans la spacieuse cafétéria du musée, la directrice ne cache pas sa fierté. « Si des grandes entreprises comme Würth ne donnent pas l'exemple, qui va le faire ? s'interroge Marie-France Bertrand. On ne vit pas de subventions. Cela nous donne une grande liberté d'action dans le fonctionnement quotidien. »

Le « roi de la vis »

Une liberté que le musée Würth doit à la passion pour l'art du « roi de la vis » Reinhold Würth. Le grand industriel allemand né

45 000

visiteurs par an

en 1935 est à la tête d'un empire mondial de produits de fixation. Avec sa collection de 17 000 œuvres, il est l'un des amateurs d'art moderne et contemporain les plus reconnus en Europe. « Monsieur Würth est très attaché à l'amitié franco-allemande. Erstein a un statut un peu particulier dans son esprit, car c'est un musée créé par un collectionneur allemand sur le sol français. La portée symbolique est extrêmement importante », assure la directrice du musée. Le soutien de Reinhold Würth s'inscrit dans une logique de tradition philanthropique. Aujourd'hui, le groupe Würth compte 15 lieux d'exposition en Europe, dont l'Allemagne, la Suisse et l'Espagne. Erstein est la seule antenne française.

Ce musée est représentatif du mécénat privé à l'allemande. Rupert Graf Strachwitz, directeur du Maecenata Institut et chercheur, explique le concept : « L'Etat allemand a promu le mécénat privé depuis les années 1990 pour soutenir le financement des institutions et des projets culturels lorsque les caisses de l'Etat sont

vides. » L'article 14 de la constitution allemande pose comme principe que les citoyens détenteurs d'un capital doivent en faire profiter la société, explique Marie-France Bertrand. « Etre patron et collectionneur, en Allemagne, c'est extrêmement fréquent », observe la directrice.

« Aliénation catastrophique »

La France ne connaît pas un phénomène d'une telle ampleur, malgré l'introduction de la loi relative au mécénat, aux associations et aux fondations de 2003 qui offre aux donateurs un des dispositifs fiscaux les plus attrayants d'Europe. Au-delà des réussites célèbres comme la fondation d'entreprise Louis Vuitton et la fondation Cartier pour l'art contemporain, la culture reste très assujettie aux subventions de l'Etat. Une dépendance risquée : « Aujourd'hui, les institutions culturelles sentent de manière drastique que les budgets de l'Etat rapetissent », constate Marie-France Bertrand.

Rupert Graf Strachwitz encourage aussi l'investissement privé : « Si l'art se trouve seulement dans



Photos Benjamin Hourtcaq (Cuej)

des musées de l'Etat, c'est une aliénation catastrophique pour son développement. La culture et l'art doivent faire partie de la vie des citoyens. Je pense que la tendance va aussi dans ce sens-là. » Il souhaite une concurrence entre citoyens, entreprises et Etat dans le financement de la culture : « L'art ne naît pas dans un climat de bien-être général, mais à travers une friction, dans la confrontation, avec des crises et des défis. »

Anna Riva

Le musée d'Erstein est l'un des quinze d'Europe créés par le groupe Würth.

Unterlinden, « associatif » et « indépendant »

Musée régional le plus couru avec 200 000 visiteurs chaque année, Unterlinden a rouvert ses portes après deux ans de travaux et accueille à nouveau le retable d'Issenheim, sa principale attraction.

Lors de l'inauguration mi-janvier, François Hollande avait vanté la fiscalité du mécénat qui « permet d'enrichir le patrimoine de la Nation ». Un discours déjà bien compris par la société Schongauer, l'association qui

gère Unterlinden : 2,8 des 47 millions d'euros des travaux ont été financés par le mécénat. « L'indépendance de ce musée attire les privés. Unterlinden est associatif et non géré par les fonctionnaires froids des musées municipaux », avance Jean Lorentz, président historique qui a cédé sa place en février. Et lance : « Moi, les mécènes, je leur dis "venez manger à la maison !" ».

Romain Boulho

Techno, boulot, dodo : le mix des passionnés

Associations et jeunes entrepreneurs s'investissent pour faire de Strasbourg un haut lieu des musiques électroniques.

Un samedi de mars à 2 heures du matin. Sur le quai des Bateliers, la péniche du Rafiot abrite 300 noctambules vibrant au son des vinyles de Big Oh. C'est l'association des Ills qui organise la soirée : Châmss-Ddine Hoffmann, son président, veille à ce que tout roule comme prévu, Jordann Hohmann encaisse les entrées (huit euros par personne) et Medhi Decroix filme pour la prochaine vidéo de promotion de l'association. L'espace est confiné, les basses distillées par le DJ saisissent le public dans une harmonie saccadée. La moyenne d'âge n'excède pas 25-26 ans. On se scrute, on se déhanche les yeux fermés, on danse parce que c'est la fin de la semaine. Ce soir, l'ambiance est plutôt « house » : un mélange de funk et de disco passé au mixeur. Les trois DJ invités se succéderont jusqu'à 5 heures du matin. Le lendemain, rebelote, mais dans un style plus « techno » : plus percutant, plus électronique. Du jeudi au samedi, Strasbourg réunit un à deux milliers d'adeptes des musiques électroniques. Pourtant, seule une poignée de boîtes de nuit les accueille. Deux ou trois clubs supplémentaires seraient les bienvenus pour la quinzaine d'associations qui font vivre cette scène bénévolement. L'idée trotte d'ailleurs dans l'esprit de certains de ces jeunes.

Redécollage en 2010

A Strasbourg, l'avènement des musiques électroniques a commencé avec les années 2000. Jusqu'alors, les Alsaciens devaient se rendre en Suisse ou en Allemagne pour trouver des clubs à leur goût. Quelques col-

lectifs inspirés par les soirées allemandes se sont alors créés pour organiser des événements et faire venir des artistes, avant que le mouvement ne s'essouffle autour de 2005.

Après quelques années d'accalmie, la scène électronique redécolla en 2010. Xavier Lehacaut, DJ et barman, venait de lancer les soirées Bugz Night : « J'avais un ami régisseur au Zénith, il m'a proposé d'y organiser une soirée. Ça a été une prise de risques, il a fallu trouver des soutiens financiers », mais le mouvement était lancé. Depuis, les initiatives se sont multipliées.

Les bénévoles aux platines

Les Ills, Underground Feelings, Mercure, Ice Cream Factory, Closely, Leitmotiv... Une centaine d'activistes s'investissent aujourd'hui pour faire vivre cette culture dans le Bas-Rhin. Malgré leur image de fêtards, ces jeunes actifs, étudiants ou chômeurs ont une réelle démarche entrepreneuriale. « Il faut trouver des salles, inviter les artistes, négocier les cachets, faire de la communication, gérer les bénévoles, le personnel de sécurité, les équipes de prévention, énumère Châmss-Ddine Hoffmann des Ills. Tout cela demande énormément de temps. »

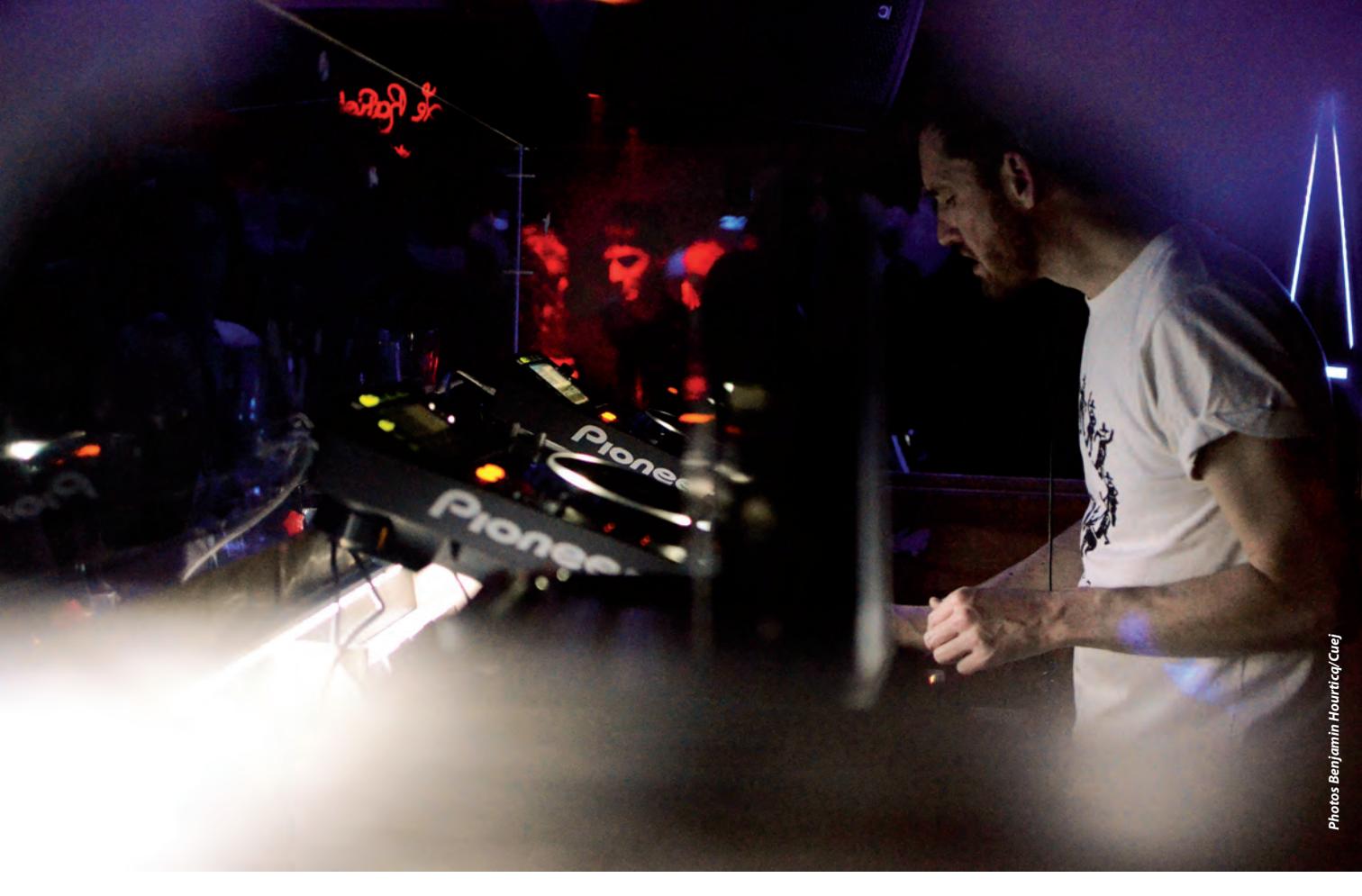
Même labeur du côté d'Underground Feeling. Dans un petit appartement proche de la place Kléber, six membres de l'association, âgés de 21 à 24 ans, fixent les derniers préparatifs de leur prochain événement. Ce vendredi à 13 heures, ils sortent de cours, de leur job étudiant, ou émergent de la soirée de la veille. Pierre Pourchair, étudiant en droit et président de

l'association, dirige la réunion. Pendant deux heures, tous les détails sont clairement définis : communication sur les réseaux sociaux, logistique, décoration, bénévoles...

Les fondateurs de toutes ces associations ont investi de leurs poches quelques centaines d'euros pour organiser les premières soirées. Certains événements peuvent coûter plus de 5000 euros, selon la renommée des DJ. « C'est toujours un coup de poker », reconnaît Robin >>>

Big Oh, DJ strasbourgeois, mixe à la soirée « Ills of Love » au Rafiot.





Photos Benjamin Hourtrcq/Cuej



>>> Dupont, étudiant en communication, DJ et président de Mercure. En cas de succès, les caisses peuvent très vite se remplir, ce qui permettra de prévoir d'autres événements (toutes ces associations sont à but non lucratif). Une soirée ratée peut en revanche compromettre l'avenir. Pour limiter les risques et gagner en visibilité, les associations organisent parfois des soirées communes. « Pour nous, 1+1=3, sourit Châmms-Ddine Hofmann. C'est un petit milieu, tout le monde se connaît, donc mieux vaut se soutenir plutôt qu'être en concurrence. »

Avec les pouvoirs publics, les interactions sont en revanche plus limitées : « Il n'y a pas de dialogue, de liens ou de forums organisés », regrette Robin Dupont. Les subventions sont très rares, et pour ces jeunes, le seul moyen d'en obtenir serait d'organiser des événements de plus grande ampleur, comme des festivals. Mais la « paperasse » en décourage beaucoup.

Faire carrière par passion

Nombre d'entre eux espèrent faire carrière dans ce milieu. Pourquoi pas en tant que DJ, producteur, agent d'artiste, disquaire, propriétaire de club ? Parmi la première génération des activistes de l'électronique strasbourgeoise, peu sont ceux qui ont réussi à en faire leur métier. C'est pourtant le cas de Philipp Pollaert. En 2011, âgé de 37 ans, ce DJ, musicien et barman a réussi à rentrer dans la case « professionnel ». Avec deux amis, il a ouvert le Mudd Club, un bar-boîte niché au centre de Strasbourg. « On a d'abord essuyé de nombreux refus de la part des banques avant d'obtenir un prêt. Puis il y a eu tous les travaux de mise en conformité du lieu, l'isolation, les limiteurs de bruit à installer », se souvient-il. Désormais, la petite scène du Mudd accueille trois à quatre fois par semaine des DJ et des concerts de musiques actuelles.

Comme pour prendre une revanche sur la crise du vinyle,

le patron du Mudd et deux autres passionnés de musique ont ouvert en septembre 2015 Locked Groove : un disquaire spécialisé dans le 33 tours. La boutique ne fait pas vraiment de bénéfices, mais avec leurs activités annexes (tous les trois sont travailleurs indépendants dans l'audiovisuel), le trio satisfait les collectionneurs et DJ strasbourgeois.

Ce que la nuit doit au jour

En septembre 2015, un autre lieu de convergence du monde électronique est apparu à Strasbourg : la Kulture. Bar, boîte de nuit, disquaire, lieu d'exposition et de conférence. Le cheminement de ce projet est semblable à celui du Mudd : quatre amis, une ambition commune, plus de vingt refus de la part des banques, « parce que le mot techno fait peur », estime Antoine Peraldi, le gérant principal. Le chantier d'aménagement durera huit mois pour une facture totale d'environ 100 000 euros. Après sept mois, le projet semble bien fonctionner. La Kulture est comble tous les week-ends et c'est devenu le repère des activistes de la techno strasbourgeoise.

Aussi viables soient-elles, ces entreprises demandent beaucoup de compromis : accepter d'être régulièrement contrôlées par la police municipale ; prévenir

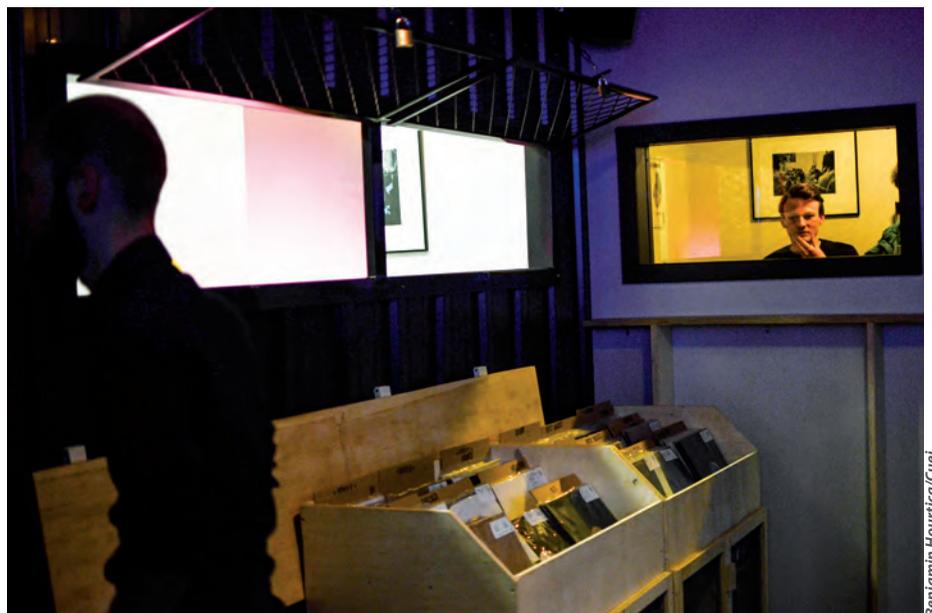
les conflits de voisinage ; ne pas compter ses heures. « Pour qu'un établissement de nuit fonctionne bien, cela demande beaucoup de travail durant la journée, souligne Philipp Pollaert. En faisant 70 heures par semaine, je gagne à peu près autant que lorsque j'en faisais 25 en tant que serveur. »

Pour les artistes, les conditions de réussite sont aussi très exigeantes. Selon Laurent Pasquier, alias Najem Sworb, la quarantaine, DJ et producteur de techno reconnu depuis plus de dix ans, « soit il faut produire beaucoup de morceaux très originaux, et jouer à fond le relationnel pour se faire connaître, soit il faut garder un boulot à côté pour pouvoir manger ». Laurent a fait le choix de devenir infirmier. A côté de cela, il continue à produire des disques et à mixer occasionnellement.

Les passionnés de la scène électronique participent à un renouveau musical et culturel. Leurs débouchés professionnels restent pourtant incertains. Milieu d'initiés, problèmes d'image, ou manque de soutien des institutions ? Sans mise en valeur de la part des politiques culturelles, de nombreuses ambitions professionnelles risquent de ne pas pouvoir se réaliser.

**Benjamin Hourticq
et Théau Monnet**

La Kulture, ouvert en septembre 2015 dans le quartier de la Krutenau, réunit un disquaire, un club et un bar.



Benjamin Hourticq/Cuej



Clément Grégoire/Curej

L'alsatique tourne la page

La littérature régionale ne faisant plus recette, les éditeurs cherchent à élargir leur lectorat.

Pendant longtemps, aucune région de France n'a rivalisé avec l'Alsace en matière de production de livres régionaux. Dans le dictionnaire de la langue française, un mot a même été créé pour désigner ces nombreux ouvrages d'histoire, de cuisine, de photographie et de contes que l'on retrouve sur les étagères des librairies dans les deux départements : « Alsatique ».

Pourtant, depuis quelques années, les rayons consacrés à ces livres régionalistes peinent à se renouveler et n'attirent plus autant le regard. « Il n'y a probablement plus le même besoin d'affirmer son identité comme c'était le cas pour la génération des "Malgré nous" », explique Mathilde Reumaux, éditrice à la Nuée bleue. Longtemps leader dans le domaine de l'alsatique, cette maison d'édition a réajusté sa ligne éditoriale face à une demande en chute libre de ce genre d'ouvrages. « Il y a quelques an-

Dans la librairie Ehrengart, un autocollant « J'achète un livre alsacien » met en valeur les œuvres produites dans la région.

nées, on éditait 14 livres par an, désormais on a réduit à trois ou quatre, tout en essayant d'éditer des ouvrages plus atypiques, reconnaît-elle. On a publié un livre sur le peintre Joseph Steib, résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, qui faisait des dessins parodiques d'Hitler, et une série de livres sur les plus belles cathédrales de France. C'est important de nous faire connaître en dehors de l'Alsace. »

La BD à l'avant-garde

La plupart des maisons d'édition spécialisées en bande dessinée et livres jeunesse ont anticipé cette tendance depuis quelques années, comme en témoigne Christophe Bariata, patron de la maison d'édition Le Long Bec, située au cœur de Strasbourg. Spécialisé dans la bande dessinée franco-belge, il a commencé par publier des albums qui traitaient de sujets locaux, comme *l'Or du Rhin*. Mais rapidement, les sujets abordés ont dépassé le cadre de

la petite Alsace. « *Les deux dernières BD publiées Trou de Mémoire et Wild River se déroulent aux Etats-Unis. Je vends désormais un peu partout en France mais aussi à l'étranger comme en Belgique et au Québec, souligne l'éditeur. Pour nous, la fusion des régions, ce n'est pas forcément une mauvaise chose, poursuit-il. Ça peut améliorer notre visibilité sur les grandes foires du livre. Mes concurrents directs ne sont pas en région, mais à Paris. »*

« Trop souvent dans l'ombre »

Dans la petite ville de Barr, Pierre Marchant a lui aussi changé l'ancrage 100% made in Alsace des éditions du Verger. Si sa série de polars *Les enquêtes rhénanes* se déroule dans la région, l'auteur-éditeur ne cherche pas à en faire des produits alsaciens. Les ventes de ses derniers ouvrages publiés se partagent désormais à « 40% au national et 60% dans la région » explique-t-il.

À Strasbourg, dans le quartier de Neudorf, Dominique Ehrengart, libraire indépendant et président de la Confédération de l'illustration et du livre, confirme lui aussi la tendance vers les publications nationales. « Si des auteurs de renommée nationale acceptent d'être publiés par des petites maisons d'édition alsaciennes, c'est parce qu'ils savent que le lectorat de ces petites maisons se trouve au-delà de la région », explique-t-il.

Toutefois, selon lui, si les éditeurs continuent à améliorer leurs chiffres en dehors de la région, ceux-ci font toujours face à une problématique majeure. « Contrairement aux grands groupes qui ont souvent une filiale de diffusion en leur sein et parviennent à diffuser les livres à grande échelle, les ouvrages des petites maisons d'édition restent encore trop souvent dans l'ombre. »

Dominique Ehrengart a trouvé une solution innovante pour soutenir les ouvrages des éditeurs et auteurs régionaux sur les étagères de sa librairie. Ces livres, signalés par un autocollant « J'achète un livre alsacien », semblent connaître un regain d'intérêt.

Clément Grégoire

La Carte culture vieillit

La grande région devrait adopter un nouveau système de réductions pour les étudiants.



Benjamin Hourtica / Cnej

La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert. Encore se conquiert-elle de bien des façons, dont chacune ressemble à ceux qui l'ont conçue.» C'est par ces mots, prononcés à Athènes en mai 1959, qu'André Malraux, ministre chargé du tout nouveau ministère des Affaires culturelles, posait les bases de la démocratisation de la culture pour plusieurs générations. Mise en place en 1992, encouragée par Catherine Trautmann alors maire de Strasbourg, la Carte culture est issue de cette volonté politique. Elle permet aux étudiants inscrits aux universités de Strasbourg et Mulhouse de bénéficier de tarifs réduits dans 78 musées, théâtres, cinémas et salles de spectacle en Alsace. Elle coûte sept euros et elle est gratuite pour les boursiers et les néo-bacheliers.

Selon un rapport réalisé par le sociologue Sébastien Michon, 77% des étudiants en bénéficiaient en 2012, soit 39 000 personnes. Elle est financée par la Drac, le Conseil régional, les collectivité

locales et les universités. Les fonds sont gérés par l'université qui rembourse aux établissements partenaires le manque à gagner par rapport à un billet plein tarif. Si les réductions octroyées par cette carte peuvent être importantes, comme au théâtre, où les meilleures places sont accessibles pour six euros, certains établissements, comme le cinéma UGC Strasbourg, refusent toujours de s'associer au projet.

Vers une carte unique

La Carte culture, pour l'instant limitée à l'Alsace, pourrait-elle s'étendre à la nouvelle grande région englobant la Lorraine et la Champagne-Ardenne ? « Nous n'y sommes absolument pas opposés. Un comité régional aura lieu en octobre ou novembre pour en parler », explique Annika Heissler, responsable de la Carte culture à l'université de Strasbourg, mais « pour l'instant le sujet n'a pas été évoqué ». Le dispositif alsacien entrera en concurrence avec les autres pass de réductions déjà utilisés par les étudiants comme

En 2012, 77% des étudiants alsaciens possédaient une carte et s'en servaient deux fois par an.

Nancy Culture, ou les cartes utilisables partout en France, Multipass+ et Cezam. Leur offre culturelle est parfois moins fournie, seule une dizaine d'établissements sont partenaires de la carte Multipass+ dans toute la région. « Il ne faut pas multiplier les cartes », considère Pascal Mangin, président de la commission Culture de la grande région, qui prône une harmonisation des dispositifs existants pour éviter leur mise en concurrence. Reste à savoir dans quel sens ira cette uniformisation. Financée en grande partie par les collectivités, l'extension à toute la grande région de la Carte culture pèserait lourd dans le futur budget. La carte Cezam, qui s'appuie sur les comités d'entreprise pour obtenir des réductions, ne coûterait presque rien. Enfin, alors que le dispositif alsacien n'est connu que des 46 000 étudiants des universités de Strasbourg et Mulhouse, Cezam est d'ores et déjà disponible pour les 78 000 étudiants des régions Lorraine et Champagne-Ardenne.

Un remède anti-inégalité ?

« On estime que le coût financier représente un frein à l'accès à la culture, particulièrement pour les jeunes », explique Victor Lepaux, sociologue à l'Université de Strasbourg. Si le prix d'achat de la carte est vite amorti et que les réductions sont parfois avantageuses, les différentes générations d'utilisateurs ne semblent pourtant pas profiter au maximum des offres proposées (voir graphiques ci-contre). Au cours de l'année 2014-2015, environ 90 000 billets ont été vendus au tarif Carte culture, soit à peine plus de deux par étudiant et par an. Nicolas, étudiant en Staps de 1993 à 1998, a été l'un des premiers à en bénéficier : « Je l'avais,

mais à l'époque je ne voyais pas à quoi elle servait et je n'ai jamais eu l'impression que les réductions étaient monstrueuses. » Beaucoup l'utilisent seulement pour aller manger du pop-corn dans les salles obscures, comme l'explique Annika Heissler : « Les créateurs de la carte se sont demandé s'il fallait inclure le cinéma dans les réductions proposées. Ils ont décidé que oui, car c'est le produit d'appel de la carte, même si je n'aime pas ce terme. Les réductions cinéma sont celles qui marchent le plus et l'idée était qu'une fois la carte en main les étudiants iraient dans les autres centres culturels. »

Selon Victor Lepaux, pour qu'un dispositif soit efficace, il doit être visible et pérenne. Une bonne publicité doit lui permettre de rentrer dans les mœurs et donc de perdurer. Lancée en grande pompe en 1992, la Carte culture a touché un public de plus en plus important avant de voir son succès s'effriter ces dernières années. Par rapport à 2013, ce sont 13 000 tickets de moins qui ont été vendus, soit une baisse de 12,6 %. Victor Lepaux déplore que le dispositif ne s'adresse pas forcément aux publics les plus éloignés de la sphère culturelle. « Il ne faut pas oublier que les inégalités d'accès à la culture ne sont pas uniquement liées aux ressources financières mais au lieu de résidence, au niveau d'études et à l'origine sociale ».

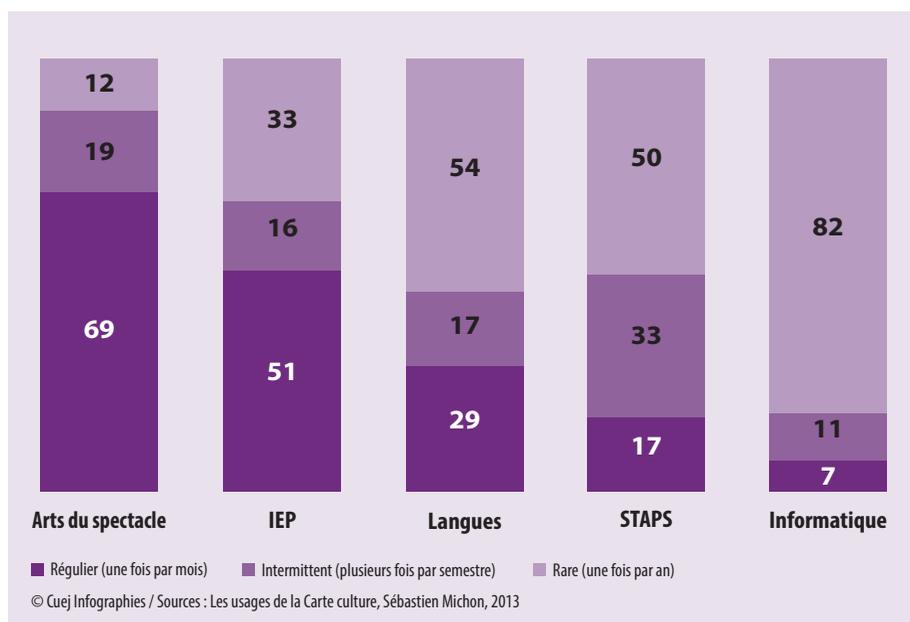
**Antoine Magallon
et Volodia Petropavlovsky**

Comment les étudiants se servent-ils de la Carte culture ?

	Cinéma	Concert non classique	Musée expo	Théâtre	Opéra	Spectacle danse	Concert classique
Administration économique et sociale	50 %	11 %	25 %	14 %	21 %	7 %	4 %
Langues	62 %	13 %	39 %	30 %	11 %	11 %	8 %
Lettres, Art	68 %	28 %	59 %	51 %	28 %	22 %	17 %
Sciences fondamentales	52 %	13 %	23 %	14 %	11 %	5 %	8 %
Sciences humaines	64 %	18 %	40 %	23 %	12 %	8 %	9 %

Sources : Les usages de la Carte culture, Sébastien Michon, 2013.

Lecture : 62 % des étudiants inscrits en Langues ont utilisé leur carte pour le cinéma.



Plastiques ou scéniques, les arts trouvent leur rythme dès l'école

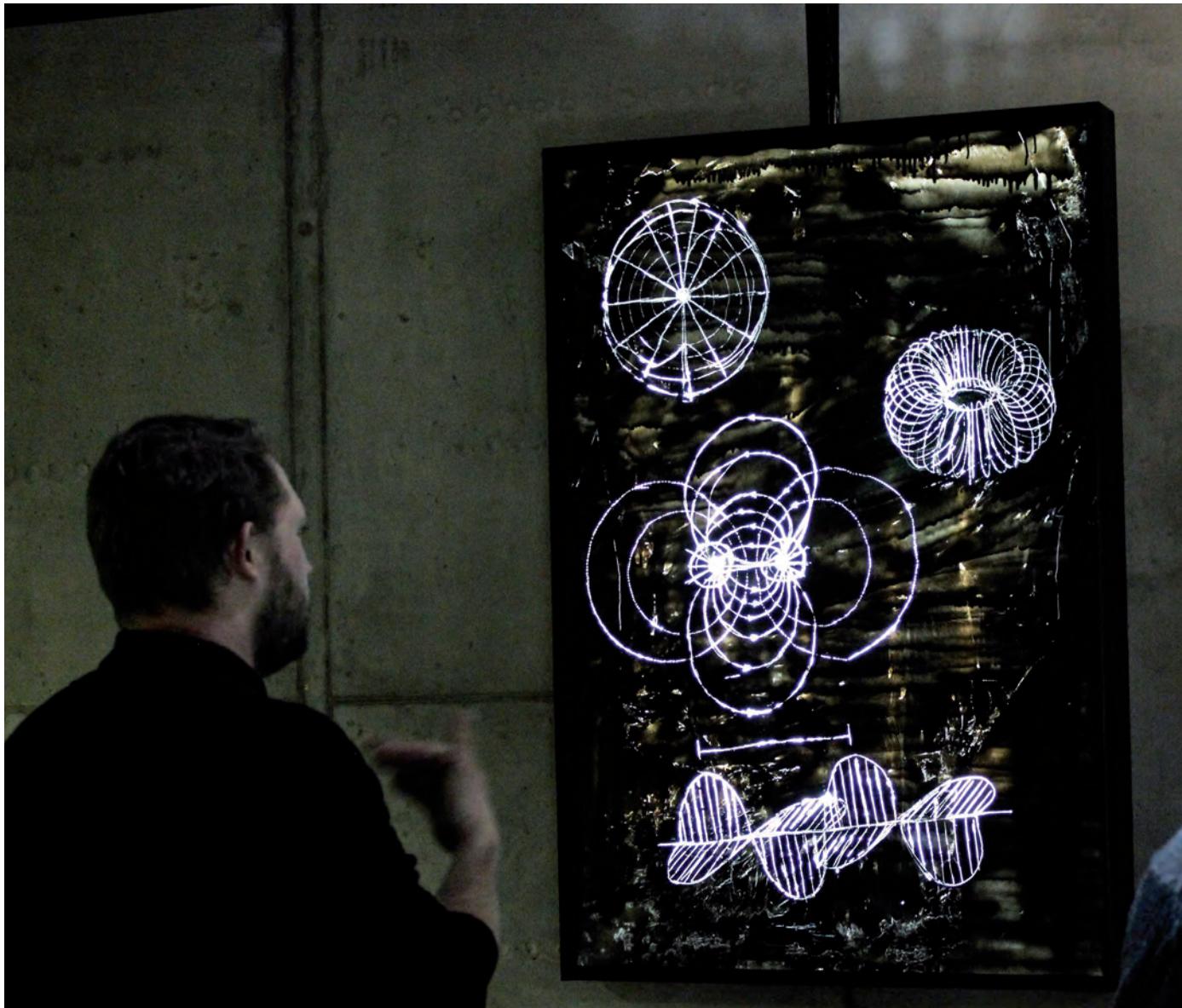
L'accès à la culture, cela commence dès le bac à sable. Du CP au CM2, les programmes scolaires imposent une série d'enseignements dans lesquels la musique et les arts plastiques tiennent une part très importante. Le ministère de l'Éducation a ciblé des objectifs précis. Par exemple, chaque classe du CP au CE2 devra chanter un répertoire de six à huit œuvres de styles différents. Les CM2 sont également tenus d'étudier « un récit, un conte ou

une fable mettant en jeu un héros ou une héroïne ». En plus de ces cours, les temps périscolaires, mis en place en 2014 avec la réforme des rythmes scolaires, permettent aux enfants de pratiquer des activités culturelles. Peinture, sorties, travaux manuels, les communes choisissent le programme, selon l'offre disponible. Pour Julien Jockel, directeur du périscolaire d'Oberhausbergen, la mise en place de ces nouvelles mesures a été réussie notam-

ment « grâce aux partenariats avec l'école de musique et la médiathèque ».

Amortissement du coût par les impôts ou cotisation demandée aux familles : c'est aux mairies de décider du financement des activités. « On peut demander aux parents jusqu'à 22 euros par séance dans certaines communes », déplore Thierry Bardin, vice-président de la fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) du Bas-Rhin.

A. M. et V. P.



Alexandre Rousset/Cuej

La ruée vers l'art 2.0

Devenu incontournable, le numérique fait naître de nouvelles pratiques artistiques.

Posé sur un pilier, un annuaire répertorie les noms des réseaux wifi de la ville. Dans un filet suspendu au plafond, des lettres et des chiffres composent un mot de passe. A l'heure où le numérique s'impose dans le domaine culturel, les dix-huit artistes de l'exposition « From bits to paper » ont pris le contre-pied de cette tendance en donnant une dimension physique et

à l'art 2.0. Au premier étage du Shadok, sur la presqu'île Malraux à Strasbourg, ils ont utilisé des matériaux très simples. « *Le numérique est devenu une source d'inspiration, explique Martin De Bie, artiste designer. Toulouse-Lautrec peignait des scènes du quotidien. Là, on fait pareil avec le numérique, qui fait partie de notre environnement.* » L'arrivée du numérique a transformé le secteur de la culture et

fait naître de nouvelles pratiques artistiques.

Aujourd'hui, politiques culturelles riment avec numérique. A Strasbourg, le bâtiment du Shadok est le résultat de l'engouement des politiques publiques pour l'art numérique. A côté de l'exposition, un « fab lab », laboratoire de fabrication, est mis à disposition du public. Entre imprimantes 3D et matériaux en bois, n'importe qui peut



L'exposition « From bits to paper » permet d'apprécier, des œuvres atypiques, comme ce tableau représentant différents types d'ondes produites par une ville.

47%

des internautes français ont consommé des biens culturels sur internet en 2014.

venir créer, bricoler, expérimenter. Ce jeudi, dans une ambiance studieuse, des étudiants remodelent des boîtes crâniennes en 3D, à côté de passionnés de musique qui fabriquent une grande guitare lumineuse pour le décor d'un concert de rock.

Un outil au service du savoir

Samba Soussoko est l'un de ces artistes inspirés par le numérique. A l'aide d'un styler, il modélise des hommes préhistoriques depuis son bureau situé dans son appartement strasbourgeois. Passionné par l'évolution des espèces, il a créé une société, Laetoli Production, et réalise des vidéos éducatives pour les musées et les écoles. Il est en train

de développer une application interactive, où le joueur suit le développement d'une population de petits personnages au fil des générations.

Pour lui, le numérique a cet avantage de rendre la culture plus ludique, à condition de rester un outil au service du savoir.

« Tout le monde se rue vers le numérique, mais on passe parfois à côté du fond », regrette Samba Soussoko. Lui fait systématiquement valider son travail par un scientifique, pour être certain que le rendu sera à la fois divertissant et exact.

« Un public jeune et informé »

« Serious game » autour de la cathédrale, application pour jouer avec le carillon de Notre-Dame et découvrir les différentes étapes de sa construction, concert d'Ipad à la médiathèque : le numérique sert à la fois d'outil de création et de médiation.

« Si on n'adapte pas notre offre culturelle aux modes de vie d'aujourd'hui, on va s'empêcher d'élargir notre public et en perdre une partie », explique Alain Fontanel, premier adjoint

au maire de Strasbourg en charge de la culture, sa tablette à la main. L'élu compte sur un nouveau public, « globalement plus jeune, plus informé, plus formé, plus spécialisé », et souhaite aussi « faire venir le public plus classique des musées ou des orchestres vers cet art-là, pour qu'il y ait un échange ».

Concerts en ligne, vidéos interactives au musée, applications de visites guidées... En jouant avec les lumières et les sons, le public est plus facilement captivé. Le numérique permet aussi de toucher des personnes éloignées de l'offre culturelle pour des raisons de handicap, d'âge ou de situation géographique. Il n'y a néanmoins pas de miracle. « Un nouveau mode d'accès ne crée pas spontanément un nouveau public radicalement différent du pré-

cedent, nuance Olivier Donnat, sociologue au Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la Culture et de la Communication. Les gens qui avaient déjà un intérêt pour l'opéra ou les musées vont avoir tendance à en profiter pour satisfaire encore plus leur curiosité ou leurs connaissances. »

Illusion d'une liberté totale

Avec internet s'est développée l'idée d'une liberté totale d'accès à la culture. Une illusion relayée au départ par les politiques culturelles, et qui se dissipe aujourd'hui. « Ne pas payer, c'est aussi accepter les publicités et une certaine marchandisation de la culture, dénonce Olivier Donnat. La prise de conscience a peut-être été un peu tardive, de la part des pouvoirs publics comme des consommateurs. »

La percée de la librairie en ligne Amazon, qui développe également des liseuses électroniques, a bouleversé le marché de l'édition. Google Books a numérisé des millions d'ouvrages, « au mépris de la législation sur les droits

d'auteurs », constate le sociologue. Avec la dématérialisation de la culture, de nouvelles problématiques ont émergé, notamment sur le plan économique. Le débat n'a toujours pas été tranché en France sur la redevance sur les tablettes et les ordinateurs. « On est dans une situation très incohérente. Si vous regardez des programmes de télévision sur votre téléviseur, vous payez une redevance, mais si vous les regardez sur votre ordinateur, vous ne la payez pas », souligne Olivier Donnat. Selon lui, les dérives de l'ère numérique sont dues à une absence de législation claire. L'Etat s'est déjà emparé de la question complexe des droits d'auteur, mais ces enjeux dépassent les seules frontières du pays.

**Hélène Capdeviole
et Alexandre Rousset**

21%

des internautes français ont acheté des billets pour un événement culturel en 2014.



Le Monologue du Maillon

Le théâtre raconte son histoire, depuis ses débuts à Hautepierre jusqu'à son enracinement au Wacken.

Moi, théâtre du Maillon, mon histoire commence en 1978, au milieu des cités, dans l'une des mailles du nid d'abeilles de Hautepierre. Un théâtre, là ? Pas si extravagant lorsque l'on sait qu'à l'origine même, j'étais « le centre culturel du Maillon », histoire d'alimenter vraiment l'antenne de l'apport de la culture dans les banlieues.

Il a fallu travailler avec les gens qui vivent cet endroit, embaucher des habitants du quartier, créé au début des années 1970, établir une relation de confiance : en somme, générer du lien social, mission alors prise comme un sacerdoce. Ça n'a pas été facile. Je me souviens des problèmes de délinquance et des discussions avec les « grands frères » pour les régler. Mais j'ai vu devant mes portes des gamins me défendre contre d'autres mêmes un peu récalcitrants. J'ai vu aussi certains des membres de mon équipe, nez à nez avec les voleurs de leur véhicule qui s'excusaient presque : « Ah, mais c'est ta voiture, patron ? Fallait le dire. » J'en ai même accueillis dans les années 1980 et 1990, des petits voyous, lors de représentations, en les mettant un peu au défi de venir y assister.

Charisme et avant-garde

Au fil des directeurs charismatiques, ma programmation évolue, chacun y appose son style. Ouverte et grand public avec du théâtre de boulevard à mes débuts, je m'attache ensuite à mettre en lumière de jeunes troupes françaises, avec le festival Turbulences, de 1991 à 1999. Le Théâtre national de Strasbourg est *l'establishment*, je suis le laboratoire. Sans égotisme, je suis à l'avant-garde : Olivier Py ou Stéphane Braunschweig, metteurs en scène, viennent présenter leurs pièces sur mes planches avant de connaître plus tard la notoriété et devenir directeurs de théâtres nationaux. Avec les ambitions européennes de Strasbourg, je m'internationalise. Le succès s'amplifie

et la salle de Hautepierre, trop exigüe, ne suffit plus.

Fleurs verdâtres et chaleur

Brusque changement de décor : un hall dépouillé du parc des expositions du Wacken, le quartier des affaires, fera office de nouvelle salle de théâtre excentrique et provisoire. Pas d'entracte, le déménagement se fait dans l'urgence pour coller au début de la saison 1999. On m'achète un mobilier complètement suranné dans les brocantes d'Alsace. Les fauteuils décatiés aux motifs fleurs verdâtres ratatinées du bar donnent un cachet, font fuir tout côté institutionnel et, phénomène absurde en ce lieu défraîchi, installent de la chaleur. Au Wacken, je me rapproche de mon public, certains n'auront plus l'impression de « s'expatrier » à Hautepierre, où les bureaux administratifs sont restés. D'ailleurs, là-bas s'y succèdent des faits malheureux. Un vol raté dégénère en incendie en 2001 et une voiture-bélier percute littéralement le théâtre en 2003. Manifestations contre la culture bourgeoise ? Plutôt des conneries de mômes, ceux-là même qui fréquentaient sûrement le théâtre avec leur établissement scolaire. Cinq ans et une rénovation plus tard, il n'y a plus dans la salle de Hautepierre que les remugles d'un ancien temps. Je n'y accueille que les spectacles trop « intimistes » pour la scène du Wacken, autant dire à peine quelques représentations dans l'année. Désormais, les habitants de Hautepierre m'ignorent. Mais en toute innocence, la plupart ne savent même plus que j'existe. Un théâtre, là ? En 2018, un bâtiment sera spécialement construit pour moi, toujours au Wacken. Pour le début d'un troisième acte.

Romain Boulho